

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 93 — 1004 [C — 11162]  
20 AVRIL 1993. — Arrêté ministériel  
portant dispositions particulières en matière de prix

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, notamment l'article 2, modifié par les lois des 23 décembre 1969, 30 juillet 1971 et 17 juillet 1975;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions;

2<sup>o</sup> entreprise : le producteur, l'importateur et le prestataire de services;

3<sup>o</sup> produits : produits, matières, denrées, marchandises et services à l'exclusion de ceux fournis en exécution d'un contrat de travail, d'emploi, d'apprentissage ou de louage de services domestiques.

#### CHAPITRE II. — Procédure de notification de prix

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. L'entreprise dont le chiffre d'affaires total du dernier exercice est supérieur à 300 millions de francs hors T.V.A., notifie toute modification de ses prix de vente au Service des Prix, rue J.A. De Mot 24-26, à 1040 Bruxelles, au plus tard le premier jour de son application.

§ 2. Cette notification comporte les données suivantes :

- les prix actuels;
- les nouveaux prix;
- les adaptations en pourcentage;
- la date exacte d'application.

#### CHAPITRE III. — Procédure de demande de hausse de prix

Art. 3. Sans préjudice des dispositions spécifiques relatives à la fixation de prix ou de marges, les entreprises des secteurs énumérés ci-après, quel que soit leur chiffre d'affaires, ne peuvent appliquer de hausse de prix sans demande préalable :

- les produits pétroliers;
- le traitement des déchets;
- les établissements d'accueil pour personnes âgées;
- le gaz et l'électricité soumis à la tarification nationale;
- la distribution d'eau;
- les médicaments non remboursables à usage humain;
- les voitures, voitures mixtes et véhicules utilitaires de 3,5 t et moins de masse maximale autorisée;
- la télédistribution;
- les assurances obligatoires tant au niveau national que régional ou communautaire à l'exception des assurances portant sur les grands risques définis à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances;
- jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1994, les assurances couvrant les risques visés par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> février 1988 réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples et 24 décembre 1992 réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Toute demande de hausse de prix est envoyée au Service des Prix par lettre recommandée à la poste avec avis de réception.

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 1004 [C — 11162]  
20 APRIL 1993. — Ministerieel besluit  
houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1969, 30 juli 1971 en 17 juli 1975;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> Minister : de Minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft;

2<sup>o</sup> onderneming : de producent, de invoerder en de dienstverlener;

3<sup>o</sup> producten : producten, grondstoffen, eetwaren, koopwaren en diensten met uitzondering van deze welke geleverd worden in uitvoering van een arbeids-, bedienden-, leer- of dienstbodencontract.

#### HOOFDSTUK II. — Prijskennisgevingsprocedure

Art. 2. § 1. De onderneming waarvan de totale omzet van het laatste boekjaar hoger ligt dan 300 miljoen frank exclusief BTW, brengt elke wijziging van haar verkoopprijzen ter kennis aan de Prijzendienst, J.A. De Motstraat 24-26, te 1040 Brussel, uiterlijk op de eerste dag van het toepassen ervan.

§ 2. Deze kennisgeving omvat de volgende gegevens :

- de aktuele prijzen;
- de nieuwe prijzen;
- de procentuele aanpassingen;
- de exacte toepassingsdatum.

#### HOOFDSTUK III. — Procedure tot prijsverhogingsaanvraag

Art. 3. Onverminderd specifieke bepalingen omtrent het vaststellen van prijzen of marges, en ongeacht hun omzet mogen de ondernemingen van de hieronder opgesomde sectoren geen prijsverhoging toepassen zonder voorafgaandelijke aanvraag :

- de aardolieproducten;
- de afvalverwerking;
- de instellingen voor bejaardenopvang;
- het gas en de electriciteit onderworpen aan de nationale tarificatie;
- de waterdistributie;
- de niet-terugbetaalbare geneesmiddelen voor menselijk gebruik;
- de personenauto's, gemengde voertuigen en bedrijfsvoertuigen met een maximum toegelaten massa van 3,5 t en minder;
- de teledistributie;
- de verplichte verzekeringen op nationaal, regionaal of communautair niveau, met uitzondering van de verzekeringen betreffende de grote risico's bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;
- tot 1 juli 1994, de verzekeringen die de risico's dekken bedoeld in de koninklijke besluiten van 1 februari 1988 betreffende de verzekering tegen brand en andere gevaren wat de eenvoudige risico's betreft en 24 december 1992 betreffende de verzekering tegen brand en andere gevaren, wat de eenvoudige risico's betreft.

Art. 4. § 1. Elke prijsverhogingsaanvraag wordt bij een ter post aangekende brief met bericht van ontvangst aan de Prijzendienst toegezonden.

§ 2. Pour être recevable, la demande doit contenir les données suivantes :

- 1° la dénomination sociale et l'adresse de l'entreprise;
- 2° la nature et les spécifications des produits et le chiffre d'affaires concerné;
- 3° les prix de vente actuels et demandés et leur date d'application;
- 4° les conditions de vente;
- 5° les conditions de marché et de concurrence;
- 6° la justification chiffrée de la hausse et l'évolution des éléments du prix de revient;
- 7° les comptes annuels de l'entreprise pour les trois derniers exercices clôturés et, le cas échéant, les comptes d'exploitation de la division concernée.

Lorsque la demande n'est pas complète, le Service des Prix en avertit l'entreprise par lettre recommandée à la poste dans les dix jours de la réception en indiquant les données manquantes. Le délai prévu à l'article 5 est interrompu jusqu'à la réception par le Service des Prix de toutes les données requises.

**Art. 5. § 1er.** Dans les soixante jours de la réception de la demande complète, la décision du Ministre relative à la hausse de prix qu'il autorise, est signifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

§ 2. En l'absence d'une décision dans les soixante jours de la réception de la demande complète, l'entreprise est habilitée à appliquer la hausse de prix demandée.

§ 3. L'entreprise peut appliquer la hausse de prix autorisée dès réception de la décision du Ministre.

**Art. 6.** Les entreprises notifient au Service des Prix les nouveaux prix, au plus tard le premier jour de leur application.

**Art. 7.** Dans les secteurs énumérés à l'article 3, les prix des produits qui peuvent être considérés comme nouveaux doivent être notifiés au Service des Prix au plus tard dix jours avant leur mise en application. Cette notification doit être faite par lettre recommandée à la poste et la mention « produit nouveau » doit être portée sur la lettre.

A défaut d'un rejet par le Ministre dans les dix jours de la réception de cette lettre, le produit sera admis comme nouveau.

#### CHAPITRE IV. — Information générale

**Art. 8.** Sur demande du Service des Prix, les entreprises sont tenues de fournir toutes informations relatives à l'évolution des prix.

#### CHAPITRE V. — Abrogations

**Art. 9.** Sont abrogés :

- 1° l'arrêté ministériel du 13 mars 1967 réglementant les prix du riz, modifié par l'arrêté ministériel du 15 octobre 1969;
- 2° l'arrêté ministériel du 9 juillet 1974 réglementant les prix de vente des pâtes alimentaires, modifié par l'arrêté ministériel du 29 octobre 1976;
- 3° l'arrêté ministériel du 26 janvier 1976 déterminant le prix de vente des pommes de terre, modifié par les arrêtés ministériels des 29 mars et 29 avril 1976;
- 4° l'arrêté ministériel du 9 septembre 1976 déterminant le prix des fruits et légumes, modifié par les arrêtés ministériels des 28 septembre 1976 et 19 octobre 1979;
- 5° l'arrêté ministériel du 30 décembre 1976 relatif aux prix des fruits et légumes;
- 6° l'arrêté ministériel du 3 mars 1977 relatif aux prix des fruits et légumes;
- 7° l'arrêté ministériel du 15 octobre 1979 réglementant le prix d'entrée dans les salles de cinéma, modifié par les arrêtés ministériels des 17 novembre 1981, 9 août 1982, 29 juillet 1983 et 9 mai 1984;
- 8° l'arrêté ministériel du 9 août 1984 fixant le prix de la farine de froment;
- 9° l'arrêté ministériel du 5 décembre 1980 fixant les prix maximums de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les liquides;
- 10° l'arrêté ministériel du 9 juin 1981 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides;
- 11° l'arrêté ministériel du 4 août 1981 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides;

§ 2. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag volgende gegevens bevatten :

- 1° de handelsnaam en het adres van de onderneming;
- 2° de aard en de specificaties van de produkten en de betrokken omzet;
- 3° de actuele en de aangevraagde verkoopprijzen en hun toepassingsdatum;
- 4° de verkoopsvoorwaarden;
- 5° de markt- en mededingingsvoorwaarden;
- 6° de becijferde verantwoording van de verhoging en de evolutie van de kostprijzelementen;
- 7° de jaarrekeningen van de onderneming voor de laatste drie afgesloten boekjaren en, in voorkomend geval, de uitbatingsrekeningen van de betrokken afdeling.

Wanneer de aanvraag niet volledig is, verwittigt de Prijzendienst de onderneming bij een ter post aangetekend schrijven binnen de tien dagen na ontvangst en wijst op de ontbrekende gegevens. De termijn voorzien in artikel 5 wordt gestuit tot de Prijzendienst alle vereiste gegevens heeft ontvangen.

**Art. 5. § 1.** Binnen de zestig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag, wordt de beslissing van de Minister met betrekking tot de prijsverhoging die hij toestaat, bij een ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager betekend.

§ 2. Bij ontstentenis van een beslissing binnen de zestig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag, is de onderneming gerechtigd de gevraagde prijsverhoging toe te passen.

§ 3. De onderneming mag de toegestane prijsverhoging toepassen zodra zij de beslissing van de Minister heeft ontvangen.

**Art. 6.** De ondernemingen delen aan de Prijzendienst de nieuwe prijzen mee uiterlijk op de eerste dag van het toepassen ervan.

**Art. 7.** In de sectoren opgesomd in artikel 3, moeten de prijzen van produkten die als nieuw kunnen worden aangezien, aan de Prijzendienst ter kennis worden gebracht uiterlijk tien dagen vóór hun toepassing. Deze kennisgeving moet gebeuren door middel van een ter post aangetekend schrijven en de vermelding « nieuw produkt » moet op de brief worden aangebracht.

Bij ontstentenis van afwijzing door de Minister binnen de tien dagen na ontvangst van deze brief, zal het produkt als nieuw worden aangezien.

#### HOOFDSTUK IV. — Algemene informatie

**Art. 8.** De ondernemingen zijn verplicht op vraag van de Prijzendienst alle inlichtingen te verschaffen in verband met de prijs-evolutie.

#### HOOFDSTUK V. — Opheffingen

**Art. 9.** Worden opgeheven :

- 1° het ministerieel besluit van 13 maart 1967 houdende reglementering van de prijzen van de rijst, gewijzigd door het ministerieel besluit van 15 oktober 1969;
- 2° het ministerieel besluit van 9 juli 1974 houdende reglementering van de prijzen van deegwaren, gewijzigd door het ministerieel besluit van 29 oktober 1976;
- 3° het ministerieel besluit van 26 januari 1976 houdende bepaling van de verkoopprijs der aardappelen, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 29 maart en 29 april 1976;
- 4° het ministerieel besluit van 9 september 1976 tot vaststelling van de prijzen voor fruit en groenten, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 28 september 1976 en 19 oktober 1979;
- 5° het ministerieel besluit van 30 december 1976 met betrekking tot de prijzen voor groenten en fruit;
- 6° het ministerieel besluit van 3 maart 1977 met betrekking tot de prijzen voor fruit en groenten;
- 7° het ministerieel besluit van 15 oktober 1979 tot reglementering van de toegangsprijs voor de bioscoopzalen, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 17 november 1981, 9 augustus 1982, 29 juli 1983 en 9 mei 1984;
- 8° het ministerieel besluit van 9 augustus 1984 tot vaststelling van de prijs van het tarwemeel;
- 9° het ministerieel besluit van 5 december 1980 tot vaststelling van de maximumverkoopprijzen van de enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen, de vloeibare inclusief;
- 10° het ministerieel besluit van 9 juni 1981 tot vaststelling van de maximumverkoopprijzen van de enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen, de vloeibare inclusief;
- 11° het ministerieel besluit van 4 augustus 1981 tot vaststelling van de maximumverkoopprijzen van de enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen, de vloeibare inclusief;

12° l'arrêté ministériel du 27 novembre 1981 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides;

13° l'arrêté ministériel du 23 juin 1982 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides;

14° l'arrêté ministériel du 23 novembre 1983 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, en sacs;

15° l'arrêté ministériel du 26 avril 1984 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, en sacs;

16° l'arrêté ministériel du 8 janvier 1985 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides;

17° l'arrêté ministériel du 13 novembre 1985 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides;

18° l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix, modifié par les arrêtés ministériels des 11 octobre 1988, 12 et 17 avril, 29 septembre et 19 décembre 1989, 24 janvier, 16 février, 25 mai, 25 juin, 16 juillet, 20, 27 et 28 décembre 1990, 29 mars, 7 juin, 11 juillet, 1er et 2 août 1991, 31 mars, 15 avril, 6 mai, 14 et 27 juillet, 11 août, 10 septembre et 24 décembre 1992;

19° l'arrêté ministériel du 25 juillet 1988 réglementant les prix des établissements hôteliers;

20° l'arrêté ministériel du 16 février 1990 réglementant les tarifs des prestations d'entretien et de réparation de véhicules automobiles;

21° l'arrêté ministériel du 20 septembre 1990 bloquant les prix dans les maisons de repos;

22° l'arrêté ministériel du 5 août 1992 déterminant les prix maxima du lait de consommation.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

**Art. 10.** Les hausses de prix obtenues sur la base des dispositions réglementaires antérieures, peuvent être appliquées après l'entrée en vigueur du présent arrêté pour autant que les dispositions de l'article 6 soient respectées.

**Art. 11.** Pour les entreprises des secteurs énumérés à l'article 3, les procédures introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté par application des dispositions réglementaires antérieures, et qui n'ont pas encore abouti à une décision, sont transformées en demande de hausse comme stipulé à l'article 4 du présent arrêté, avec date de validité au 1er mai 1993.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales.

**Art. 12.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des chapitres II et III de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1993.  
Bruxelles, le 20 avril 1993.

M. WATHELET

12° het ministerieel besluit van 27 november 1981 tot vaststelling van de maximumverkooprijzen van de enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen, de vloeibare meststoffen inclusief;

13° het ministerieel besluit van 23 juni 1982 tot vaststelling van de maximumverkooprijzen van de enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen, de vloeibare meststoffen inclusief;

14° het ministerieel besluit van 23 november 1983 tot vaststelling van de maximumverkooprijzen van de in zakken geleverde enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen;

15° het ministerieel besluit van 26 april 1984 tot vaststelling van de maximumverkooprijzen van de in zakken geleverde enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen;

16° het ministerieel besluit van 8 januari 1985 tot vaststelling van de maximumverkooprijzen van de enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen, de vloeibare meststoffen inclusief;

17° het ministerieel besluit van 13 november 1985 tot vaststelling van de maximumverkooprijzen van de enkelvoudige stikstofhoudende meststoffen en de samengestelde meststoffen, de vloeibare meststoffen inclusief;

18° het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende verplichting tot aangifte der prijsverhogingen gewijzigd door de ministeriële besluiten van 11 oktober 1988, 12 en 17 april, 29 september en 19 december 1989, 24 januari, 16 februari, 25 mei, 25 juni, 16 juli, 20, 27 en 28 december 1990, 29 maart, 7 juni, 11 juli, 1 en 2 augustus 1991, 31 maart, 15 april, 6 mei, 14 en 27 juli, 11 augustus, 10 september en 24 december 1992;

19° het ministerieel besluit van 25 juli 1988 tot reglementering van de prijzen van de hotelinrichtingen;

20° het ministerieel besluit van 16 februari 1990 tot reglementering van de tarieven van de onderhouds- en herstellingsprestaties voor motorvoertuigen;

21° het ministerieel besluit van 20 september 1990 tot blokkering van de prijzen in de bejaardentehuizen;

22° het ministerieel besluit van 5 augustus 1992 houdende vaststelling van de maximumprijzen voor consumptiemelk.

#### HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen

**Art. 10.** De prijsverhogingen die zijn verworven op basis van vroegere reglementaire bepalingen, mogen worden toegepast na inwerkingtreding van onderhavig besluit mits naleving van de bepalingen van artikel 6.

**Art. 11.** Voor de ondernemingen van de sectoren opgesomd in artikel 3, worden de procedures, ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit in toepassing van vroegere reglementaire bepalingen, en die nog niet geleid hebben tot een beslissing, omgevormd in een prijsverhogingsaanvraag als bedoeld in artikel 4 van dit besluit, met als geldigheidsdatum 1 mei 1993.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 12.** De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1993.  
Brussel, 20 april 1993.

M. WATHELET

#### MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 93 — 1005

**18 MARS 1993.** — Arrêté royal déterminant les grades des agents de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications qui correspondent à des fonctions spécialisées ainsi que les règlements administratifs spécifiques relatifs à ces grades

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 71, 72 et 73, § 2;

#### MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 93 — 1005

**18 MAART 1993.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de graden van de ambtenaren van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie die aan gespecialiseerde functies beantwoorden en van de specifieke administratieve reglementen met betrekking tot die graden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 71, 72 et 73, § 2;